

que celle-ci les mette en vente. Or, les évaluateurs demandent maintenant un prix de 345 p. 100 plus élevé que celui versé par les agriculteurs à l'origine. Le ministre veut-il dire s'il fera une déclaration à la Chambre à ce sujet?

**L'hon. James Richardson (ministre des Approvisionnements et Services):** Je serai heureux de communiquer avec la Corporation de disposition des biens de la Couronne afin d'éclaircir la situation, et je déciderai ensuite si je dois faire une déclaration.

\* \* \*

### L'INDUSTRIE

#### LES TEXTILES—LA POLITIQUE DE LA COMMISSION—CONSULTATIONS RELATIVES AUX IMPORTATIONS

[Français]

**M. André Fortin (Lotbinière):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné l'importance écrasante des importations des produits textiles par rapport à la production canadienne, et étant donné que l'honorable ministre vient d'annoncer la création de la Commission des textiles, j'aimerais lui demander s'il a eu des consultations avec les dirigeants de certaines industries canadiennes à ce sujet ou s'il s'agit simplement de décisions unilatérales de la part du gouvernement.

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, la nouvelle politique des textiles a fait l'objet d'une enquête qui a duré un an et demi, au cours de laquelle toutes les parties intéressées, tant du côté patronat que syndical, de même que les autorités provinciales, ont été consultées. Je pense qu'il n'y a aucune difficulté de ce côté-là. Tout le monde reconnaît que le maximum de consultations a eu lieu.

**M. Fortin:** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Serait-il en mesure de dire si ces consultations ont été faites, depuis un an et demi, dans le but de renseigner les députés sur l'attitude des dirigeants des industries en cause relativement au problème des textiles?

**L'hon. M. Pepin:** Monsieur l'Orateur, la politique des textiles a déjà fait l'objet d'une déclaration à la Chambre au mois de mai dernier. Certaines mesures administratives ont déjà été prises et annoncées, dont la création d'une Commission. Hier, le président du Conseil privé a déposé un projet de loi sur les textiles. Cette politique est donc à la veille d'être complétée.

En ce qui a trait à l'attitude des chefs d'entreprises et des syndicats au sujet de cette politique, je pense qu'ils ont toute la liberté de s'exprimer. La majorité de ceux qui l'on fait jusqu'à maintenant ont dit que cette politique leur paraissait bonne, mais qu'ils attendaient, avant de rendre un jugement définitif, de connaître les résultats qu'elle obtiendrait.

### L'AGRICULTURE

#### LA FRUCTICULTURE—LA LUTTE CONTRE L'INFECTION VIRALE

[Traduction]

**M. Marcel Lessard (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je veux répondre à la question que me posait hier le député de Kent-Essex; on m'a informé que le ministère avait reçu des instances relatives aux maladies bactériennes des arbres fruitiers, des cultures céréalières, des cultures potagères et des cultures en serres. Cinq phytologistes des plantes sont affectés à la station de recherches Harrow et aident à résoudre ces problèmes ainsi que d'autres. Le ministère doit incessamment affecter à cette station un autre pythopathologiste qui s'occupera des problèmes bactériens propres aux légumes et aux fruits.

\* \* \*

### LA SÉCURITÉ NATIONALE

#### QUÉBEC—LES PRÉTENDUS CAMPS D'ENTRAÎNEMENT DE GUERRILLEROS

**M. P. V. Noble (Grey-Simcoe):** J'ai une question à poser au solliciteur général. Le gouvernement a-t-il pu localiser des camps d'entraînement de guerilleros qui se trouvent, paraît-il, à l'intérieur du Québec. Si oui, quelles mesures a-t-il prises? Y a-t-il eu des arrestations à cet égard?

[Français]

**L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général):** Il me fera plaisir de vérifier ce que nous pouvons dévoiler à ce sujet, monsieur le président.

\* \* \*

### LA CONSOMMATION

#### L'AUGMENTATION DU PRIX DU GAZ EN ALBERTA—L'ENQUÊTE DE LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

[Traduction]

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** Je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. La Commission des prix et des revenus compte-elle enquêter sur une augmentation envisagée de 13 p. 100 des prix du gaz distribué à ses clients par la Canadian Western Natural Gas Company Limited, dont il est admis que rien ne la justifie sur le plan de la comptabilité?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de cette augmentation. La Commission des prix et des revenus étudie actuellement un certain nombre d'augmentations de prix en ce qui concerne l'essence et le pétrole. Il faut que je me renseigne afin de savoir si la Commission examine aussi cette augmentation-là.

\* \* \*

### QUESTION POSÉE AU CABINET

**M. Frank Moores (Bonavista-Trinity-Conception):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier